

NON

Droit et Liberté

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME, POUR LA PAIX

A LA C.E.D. !

UNION DE TOUS LES ANTIRACISTES pour empêcher le réarmement des bourreaux nazis

M. Léon LYON-CAEN :
Président du M.R.A.P.

« Un synchronisme inquiétant »...
Couvant la 6^e Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la Paix, le Président de notre Mouvement, M. Léon LYON-CAEN, Premier Président Honoraire de la Cour de Cassation, définissait ainsi, le 27 juin dernier, la position du M.R.A.P. devant le réarmement de l'Allemagne :
« Par un synchronisme singulièrement inquiétant, pendant que se développe la campagne en faveur de la C.E.D., nous assistons parallèlement en France et en Allemagne Occidentale au renforcement de l'antisémitisme nazi.
« Dans une pareille ambiance, la France ne peut, à notre avis, songer à entrer dans une association militaire avec une Allemagne ainsi animée d'un renouveau de nazisme, sans risquer de donner sur notre territoire un aliment nouveau à la résurrection d'un antisémitisme mal assoupi, sans risquer de provoquer un nouveau déchaînement de racisme, avec tout le cortège de souffrances, de persécutions, de dangers de guerre qu'il entraîne à sa suite. »

M. Jacques DUCLOS :
Député, Ancien Vice-Président de l'Assemblée Nationale

« Nous nous sommes toujours élevés contre la C.E.D. »
Au nom du groupe parlementaire communiste, M. Jacques DUCLOS, député de la Seine, ancien Vice-Président de l'Assemblée Nationale, répond en ces termes au récent appel du M.R.A.P. :
« J'ai bien reçu l'Appel lancé par votre Mouvement à l'occasion du prochain débat à l'Assemblée Nationale sur la Communauté Européenne de Défense.

M. TRIBOULET :
Député

« Je me prononcerai contre la ratification »
Répondant à la Lettre aux Parlementaires, adoptée par les délégués et participants à la 6^e Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la Paix, M. Raymond TRIBOULET, député du Calvados (A.R.S.), nous écrit que « rapporteur pour la Commission de la Défense Nationale, de la C.E.D. et des accords de Bonn », il se prononcera contre la ratification conformément au vœu de cette lettre. »

M. André SPIRE :
Écrivain

« Je m'oppose à tout réarmement de l'Allemagne »
Le grand péte André SPIRE nous déclare :

« Je reste, comme par le passé, hostile à toute solution impliquant le réarmement de l'Allemagne. »

« Je me joins donc à tous ceux qui demandent à l'Assemblée Nationale de ne pas ratifier les Accords de Bonn et de Paris. »

M. Michel LEIRIS :
Sociologue

« Pas d'équivoque ! »
Du sociologue et écrivain Michel LEIRIS, nous recevons cette déclaration :
« Ce qu'il faut, ce n'est ni la C.E.D., ni une C.E.D. amendée, mais le rejet sans équivoque de toute combinaison tendant à faire des anciens nazis les gendarmes de l'Europe. »

A l'heure où le Parlement français aborde le débat sur la ratification de la Communauté Européenne de Défense, monte de toutes les fibres de notre peuple le « Non » unanime de tous les patriotes qui n'entendent pas que soit sacrifiée la nation aux revanchards nazis.

M. Mendès-France qui, naguère encore, se félicitait du soutien de l'opinion publique, a cru pouvoir obtenir à Bruxelles, l'adhésion des autres partenaires de la C.E.D. à de vagues protocoles, camouflant un peu plus la prédominance allemande au sein de l'armée européenne.

L'opinion publique qui ne s'était pas trompée sur la valeur des protocoles proposés par M. Mendès-France, a pu constater, après l'échec de Bruxelles, le peu de cas qui était fait par Adenauer

des désirs, pourtant modestes, exprimés par la délégation française.

Tout est clair. Privé de tout nouveau moyen de masquer la réalité du réarmement allemand, M. Mendès-France n'entend pas moins soumettre la C.E.D. à la ratification du Parlement.

La grande bataille que le M. R. A. P. s'honore d'avoir menée depuis des années, aux côtés de tous les patriotes, fidèles à la leçon de trois invasions en moins d'un siècle, et fidèles au souvenir douloureux des innombrables martyrs de l'occupation nazie, entre donc dans sa phase ultime.

L'heure est donc, plus que jamais, à l'union de tous les antiracistes, pour empêcher le réarmement des bourreaux nazis.

pour multiplier les initiatives qui permettront de faire s'exprimer l'opposition à la C.E.D.

Pas une minute à perdre pour former des dizaines de délégations auprès des députés, porteuses de milliers de signatures.

Les militants et amis du M.R.A.P., dans le présent moment, seront dignes des cinq années de lutte de notre Mouvement, dignes de notre serment inoubliable : **JAMAIS DANS LE MEME CAMP QUE LES BOURREAUX NAZIS !**

Nous devons, nous pouvons imposer le rejet définitif de la C.E.D.

Alors, les conditions seront créées pour la solution pacifique du problème allemand, conforme aux intérêts de la France, comme de l'Allemagne et de tous les peuples, conforme aux intérêts de la Paix.

Charles PALANT
Secrétaire Général du M.R.A.P.

De la Wehrmacht à la C.E.D.

LEUR " solution de rechange "



Kesselring, Guderian, von Manstein, Romcke, Speidel, etc... Les généraux n'ont pas changé. Le plupart de ceux que l'on voit ici, entourant fièrement le Führer, ont déjà repris du service à Bonn. Si la C.E.D. était ratifiée, ce sont eux qui dirigeraient la Wehrmacht reconstituée, avec — nul doute — les mêmes méthodes que par le passé.

Seul a changé le personnage central. Mais le nouveau chancelier (que l'on voit sur la photo ci-contre dans une attitude significative) fait tout son possible pour qu'il n'y parvienne rien. De fait, on s'y tromperait...

Pas une minute à perdre

DES que fut annoncé le prochain débat à l'Assemblée Nationale, sur la ratification de la C.E.D., la vigilance des antiracistes de notre pays, ne fut pas en défaut.

Dans un appel, le M.R.A.P. exprimait sans tarder leur opposition irréductible aux accords de Bonn et de Paris, dont les nouveaux protocoles n'attendent en rien la nocivité.

Cet appel, édité en tract, fut rapidement diffusé dans divers quartiers de Paris (notamment le 2^e, le 3^e, le 4^e, le 19^e, le 20^e, Saint-Ouen, etc.) où la population lui fit un accueil très favorable. Sa diffusion a commencé en province également.

Dans le même temps, il était adressé aux différents groupes parlementaires, aux présidents de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République, ainsi qu'à la presse : plusieurs journaux l'ont porté à la connaissance de leurs lecteurs.

Délégations
Pendant la Conférence de Bruxelles, le M.R.A.P. se devait

d'exprimer son opposition à toute forme de réarmement des revanchards allemands.

Une lettre exposant les raisons que les antiracistes ont de s'opposer à la C.E.D. fut portée dans la capitale belge à M. Mendès-France, par une délégation de notre Mouvement.

Cette lettre était signée de notre secrétaire général Charles PALANT, des membres du Bureau.

(Suite page 2)

La lettre remise à M. Mendès-France à Bruxelles par la délégation du M.R.A.P.

Monsieur le Président,
A la veille des graves décisions que vous avez à prendre, concernant la C.E.D., nous nous permettons de porter à votre connaissance le point de vue de notre Mouvement, qui s'honore

du soutien des innombrables antiracistes de notre pays, sans distinctions d'origines, de confessions et d'opinions.

Nous proclamons que la C.E.D., ou tout autre forme de réarmement des revanchards allemands aggraverait considérablement le danger du racisme et de l'antisémitisme, et constituerait pour la France ainsi que pour la Paix une menace mortelle.

Nous n'avons pas oublié les arrestations, les fusillades d'otages, les rafles, les déportations et les innombrables victimes de la dernière guerre.

Nous n'avons pas oublié les enfants arrachés à leur mère, les cohortes d'hommes et de femmes marqués de l'étoile jaune, conduits aux chambres à gaz et aux fours crématoires.

Or, vous n'ignorez pas, Monsieur le Président, que les auteurs, les responsables, les complices de ces abominables forfaits, loin d'avoir été châtiés, se regroupent et occupent les postes dirigeants dans l'Etat de Bonn. Un Globke, rapporteur de lois raciales au Congrès de Nuremberg en 1935 est, aujourd'hui, l'adjoint du chancelier Adenauer. Les ministres Schroeder, Oberlander, Kraft sont de

L'actuel ministère des Affaires Etrangères est aux mains des mêmes hommes qu'au temps d'Hitler, et la délégation allemande à la Conférence de Bruxelles, compte plusieurs hitlériens notoires.

Les industriels comme Krupp qui favorisèrent la montée d'Hitler au pouvoir et tirèrent profit de ses crimes, ont repris leurs activités. Les généraux nazis qui, hier, mettaient l'Europe à feu et à sang n'ont rien perdu de leur barge raciste.

Et c'est à ces monstres que l'on rendrait des armes et par conséquent la possibilité de récidiver ? C'est sous les ordres et aux côtés des assassins de leurs parents que l'on ferait combattre, dans le cadre de l'Armée Européenne, les fils des victimes de la dernière guerre ?

Les agents de la Gestapo, leurs collaborateurs de France retrouveraient leur pouvoir sur notre sol ?

Cela, nous ne pouvons l'admettre.

Désireux d'empêcher le retour des horreurs passées, nous repreneons aujourd'hui avec une ardeur nouvelle, le mot d'ordre qui servit de point de départ à

(Suite page 2)

2 millions d'enfants



Deux millions d'enfants exterminés pour la seule raison qu'ils étaient nés juifs : c'est aux auteurs de ce crime inexplicable que la C.E.D. rendrait des armes... et la possibilité de récidiver. Tous unis, nous devons l'empêcher !

SI LES FUNESTES ACCORDS ÉTAIENT RATIFIÉS...

Une analyse attentive du Traité de Paris, instituant la « Communauté Européenne de Défense », montre aisément que celle-ci offrirait aux nazis la possibilité de prendre une revanche éclatante. Ces derniers ne cachent d'ailleurs pas leurs desseins, et de nombreux faits, de multiples déclarations confirment chaque jour combien la France et la paix seraient menacées, si les funestes accords se trouvaient ratifiés.

La reconstitution de la Wehrmacht

La prétendue « politique européenne » a pour but immédiat la constitution d'une armée allemande, forte d'environ 500.000 hommes.

Le communiqué publié à l'issue de la Conférence de Bruxelles confirme ce but. Que serait cette armée ?

Ses cadres
« La question des cadres ne présente aucune difficulté »

assigne à l'armée européenne, la mission de « triompher de l'homme jaune et de l'homme noir » ; KESSELRING, qui commande ainsi la C.E.D. : « Qui-conque porte des armes a gagné sa liberté d'action, quels que soient les paragraphes qui en régissent le port... Armons d'abord. Nous réarmerons mieux ensuite... Etc... »

Évoquant la question des Waffen S.S., Blank déclarait, en décembre 1953 :

« Nous ne faisons aucune différence entre les demandes d'engagements. »

D'autre part, la revue *Wiking* Ruf, organe des Waffen S.S., écrit (21 juin 1953) :

« Les hommes des anciennes Waffen S.S. ont le droit de parler de l'Europe, de la communauté européenne de défense. C'est dans nos rangs que, »

(Suite page 2)



La délégation du M.R.A.P. à la gare du Nord. De gauche à droite : Albert Lévy, M^{rs} Armand Dymczewski, Colette Marek, J. Fermanché



1944 Ils n'étaient pas fiers, les « seigneurs » de la « race supérieure » : Paris insurgé avait eu raison de leur orgueil, avait mis fin à leurs crimes 1954 Ils comptent sur la C.E.D. pour prendre leur revanche. Déjà ils se reconstituent en unités militaires, tel ce groupe de « garde-frontières » constitué par le gouvernement d'Adenauer MAIS Paris se souvient et veille. Le 22 août, la foule rassemblée pour commémorer la reddition de von Choltz, a proclamé avec force son opposition au réarmement des nazis.

La C.E.D. ne peut être « amendée »

Le drame approche de son dénouement. Dans quelques jours, l'Assemblée Nationale sera appelée à se prononcer sur un traité qui, comme le constatait récemment le grand juriste André Boissarie, consacre la disparition de la France. Jusqu'à la dernière seconde — et surtout à la dernière seconde — les menaces, les pressions et les mensonges vont s'accumuler. Jusqu'à l'instant du vote sera entretenue l'équivoque dont les tenants de l'annexion s'ont fait leur arme maîtresse.

C'est contre cette équivoque que nous devons nous montrer vigilants et lutter sans relâche. Le traité de Paris — il ne faut pas se laisser de le répéter — est un pacte avec lequel on ne compose pas. Il ne comporte ni amendements, ni rectifications, ni tempéraments, ni palliers. C'est dans ses 132 articles, c'est dans les vingtaine de conventions et de protocoles qui l'accompagnent, c'est dans les accords secrets dont l'existence vient d'être confirmée, c'est dans chaque phrase de ces textes qui, en cas de ratification s'imposent à nous comme une loi, que réside un péril mortel pour la France et pour la paix.

Le Commissariat « supranational » ou l'Allemagne Fédérale imposera sa volonté, dont ses pouvoirs non pas — comme les « correcteurs » du

traité semblent se l'être imaginé, d'un ou de deux articles qu'il suffit d'amender ou de suspendre pour parer au danger, mais d'une foule de dispositions plus ou moins ignorées, insérées, et dans le pacte, et dans les protocoles et qui dès le lendemain de la ratification, permettront aux agents de la Communauté de s'insinuer dans tous les rouages de l'administration française et de contrôler non seulement l'armée, mais la police, les finances, les chemins de fer, les P.T.T. et même l'économie privée.

Au lendemain de la ratification, on verra — fait sans précédent dans l'histoire sauf en période d'occupation — un pouvoir s'exercer sur notre sol, concurrentiellement avec celui des autorités nationales et des agents étrangers disposant d'un droit de contrainte physique sur les particuliers et sur les entreprises.

Et qu'on ne vienne surtout pas nous parler de protéger ce qui restera de la France par l'exercice, au sein du Conseil, d'un droit de veto inscrit dans les textes. C'est là une des plus tragiques illusions qui puissent encore être entretenues. Le gouvernement d'un pays qui ne dispose plus librement ni de son armée, ni de ses finances, ni de sa police, et dont le territoire sera occupé par des forces étrangères, allemandes ou sous commandement allemand, n'aura jamais la possibilité de s'op-

Les révélations d'Otto JOHN

L'ETAT DE BONN AUX MAINS DES NAZIS

Otto John, ancien président des services secrets d'Adenauer, dont le départ a causé à Bonn le désordre que l'on voit, a souligné au cours d'une conférence de presse, les contacts secrets et occultes de la politique du chancelier. Il a, de plus, fait d'importantes révélations, montrant que l'état d'Allemagne Occidentale est jusqu'à nos jours, aux mains des nazis.

Voici quelques extraits de ses révéra-

« Je sais également que Neumann, Achenbach et l'ancien ambassadeur Abels, récemment libérés des prisons françaises, ont tenu de service au gouvernement de Bonn ou à l'essence de placer le plus grand nombre possible de leurs anciens compagnons... »

« Jusqu'à ce jour le procès de Neumann n'a pas eu lieu parce que le gouvernement fédéral n'a aucun intérêt à extirper le national-socialisme : aujourd'hui il lui faut de nouveaux nazis insupportables pour sa croisade contre le « bolchevisme »... »

« Le parti F.D.P. (parti libéral allemand) est entièrement dirigé par des nazis dans l'état de Rhénanie-Westphalie... »

« La ou de tels nazis détiennent le pouvoir il est clair que les militaires sont les bienvenus. A peine le maréchal von Manstein fut-il sorti de la prison de West qu'il fut reçu officiellement et avec tous les honneurs par le gouvernement de Bonn... »

« Pour donner un autre exemple, ne voit-on pas aujourd'hui le maréchal Keitel, démissionnaire, comme « Technicien », des officiers hitlériens participants de la lutte jusqu'au bout ? Le général von Manteuffel qui siège aujourd'hui au Bundestag en qualité de député F.D.P. est, selon les dires de son meilleur ami, un nazi 100 %... L'ancien général Treutner, qui dans l'ombre dirige les associations d'anciens combattants, ne se cache nullement d'avoir gardé son ancien état d'esprit nazi et d'être resté fidèle à la politique du Fuhrer... »

« C'est une véritable catastrophe qu'un homme comme Zehner, qui fut un des collaborateurs les plus actifs de Hitler, possède à nouveau un grand journal en Allemagne Occidentale... »

« Klaus Mehnert, qui partage les opinions de Zehner, a pris une part active à l'élaboration de la politique étrangère du parti démocrate chrétien (parti d'Adenauer), ce qui prouve l'état d'esprit qui règne dans ce parti. Les motifs constants des éléments national-socialistes est le logiquement inéluctable de la politique du docteur Adenauer... »

« La réhabilitation de l'Allemagne occidentale est incarnée par le ministre Blank et par les services du commandant Gehlen, composés de membres de la Gestapo et des S.S. qui jugent les résistants allemands sous le national-socialisme ou même les exécutent. Les services Blank et Gehlen abrutissent tous ceux qui ont lutté jusqu'au bout aux côtés de Hitler et ne veulent, ni ne tiennent à se montrer au grand jour avant d'avoir le droit de porter à nouveau leurs décorations nazies... »

La France entière se dresse contre la C. E. D.

PARIS, la France, étaient calmes. Les vacances venues, les parisiens et les autres avaient fui la ville et s'apprêtaient à passer quelques jours de repos bien gagnés... Puis, à la mi-août, la nouvelle survint. Le parlement français avait ratifié la C.E.D. Le 23 août l'alarme fut lancée. Pas une minute à perdre, le temps presse. Il faut empêcher ça... Il suffit, pour se rendre compte de l'immense mouvement qui s'est produit à l'annonce du débat, de prendre n'importe quel jour de la semaine dernière et de voir ce qu'il s'est passé... Tenez, voulez-vous le 20 août par exemple... La Conférence de Bruxelles s'était ouverte la veille, et ce jour-là seulement, 50 délégations (cinquante) se présenteront au Quai d'Orsay, munies de résolutions et représentant tous les courants politiques ou religieux. Il y avait là, des ouvriers, des fonctionnaires, des intellectuels, des commerçants... Des Français partirent à Bruxelles, exprimer directement leur sentiment à la Conférence. Une dizaine de délégations quittèrent la France... Nous avons rencontré là-bas, des déportés qui savent ce que c'est que le militarisme allemand, de jeunes hommes, qui n'admettront jamais d'avoir pour frères d'armes, les bourreaux de leurs parents, de leurs frères... Mais il y avait surtout beaucoup, beaucoup de femmes... des mères de famille désemparées de protéger leurs petits, des jeunes filles, accompagnées de dames aux cheveux blancs, qui pleuraient un fils, un frère, un mari... Leurs visages étaient sérieux et résolus... Pendant ce temps, se préparaient chez nous les cérémonies commémoratives du 10^e anniversaire de la Libération... Ces souvenirs n'étant pas de nature à faire oublier la C.E.D., le peuple français fit de ce 10^e anniversaire, des jours de lutte contre le réarmement des nazis... Depuis, les délégations ne cessent d'affluer au Quai d'Orsay, auprès des députés. Elles viennent de tous les coins de France, et ceux qui ne peuvent se déplacer, font leur travail sur place, à Bordeaux, à Toulouse, à Marseille, à Lyon, à Grenoble... partout jusqu'à dans les villages les plus reculés, malgré les travaux des champs, malgré les vacances. Partout on signe des pétitions, partout on tient des réunions, grandes ou petites, partout l'on se rend auprès des élus... Qu'en ces jours décisifs, se multiplient les efforts, les initiatives, et le peuple de France, uni comme au temps de l'occupation, l'emportera une nouvelle fois. La C.E.D. ne passera pas !

Pas une minute à perdre !

(Suite de la page 1)

reau National, et de diverses personnalités, dont MM. le pasteur Lenebach et le peintre Klot.

Cette démarche fut signalée à la presse, qu'en est fait l'écho le lendemain.

Grand meeting le vendredi 27 août au Vel' d'Hiv'

Le vendredi 27 août, à 20 h. 30, à la veille même de l'ouverture du débat sur la C.E.D., le Mouvement de la Paix organise au Vélodrome d'Hiver un grand meeting contre la ratification des accords de Bonn et de Paris, pour la négociation à quatre, pour le salut de la France, son indépendance et la paix.

Nous invitons les antiracistes à participer nombreux à cette importante manifestation.

Dans les différents arrondissements de Paris et en province, les sections du M.R.A.P. ont également organisé et organisent encore des délégations qui se rendent chaque jour auprès des députés, pour leur demander de s'opposer à la C.E.D., sous quelque forme que l'on tente de la camoufler.

Des listes de pétitions, éditées par notre Mouvement, circulent dans les immeubles, dans les rues, sur les marchés.

De toutes parts, les antiracistes, désireux d'empêcher le retour des horreurs passées, s'unissent, agissent ensemble, multiplient les initiatives. Ils mettent tout en œuvre en ces heures décisives, avant et pendant le débat de l'Assemblée Nationale, pour faire échec à la C.E.D., à toute tentative de résurrection du militarisme allemand, pour faire triompher une solution pacifique du problème allemand, pour sauvegarder la sécurité de la France, et la paix.

La lettre du M.R.A.P. à M. Mendès-France

(Suite de la page 1)

Indépendance de la France, trois fois envahie en trois quarts de siècle par les militaires allemands ; au nom des Droits de l'Homme et du Citoyen, menacés par les racistes qui relèvent la tête outre-Rhin sous le couvert de la prétendue « idée européenne » ; au nom de la Paix menacée par les forces agressives intéressées à la ratification de la C.E.D. ; au nom du passé douloureux comme au nom de l'avenir, nous vous adjurons de vous opposer aux Accords de Bonn et au Traité de Paris ainsi qu'à toute forme de réarmement allemand afin de promouvoir, par la négociation, une véritable politique de sécurité européenne et de Paix.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre parfaite considération.

Au nom de la sécurité et de

« Jamais dans le même camp que les bourreaux nazis ! », c'est ce qu'ont également affirmé avec force, le 27 juin dernier, les députés, représentant tous les milieux politiques, sociaux, culturels et religieux, réunis à l'appel de notre Mouvement pour la 6^e Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la Paix, à laquelle vous avez bien voulu vous excuser de ne pouvoir assister.

C'est pourquoi nous vous adressons, Monsieur le Président certains d'être approuvés par toute la France antiraciste, cet appel solennel et pressant :

Si les accords de Bonn et de Paris étaient ratifiés...

Encouragement au racisme et à l'antisémitisme

En réarmant les bourreaux nazis, en favorisant les forces de guerre, la C.E.D. aggraverait considérablement le danger du racisme et de l'antisémitisme.

« Déjà, en Allemagne Occidentale, le gouvernement Adenauer permet le développement de l'antisémitisme, et la reconstitution des organisations de pogromistes. Il ne se passe pas de semaine, sans que ces organisations se livrent à des attentats contre des magasins juifs, ou profanent les cimetières juifs... »

« Les ministres et les parlementaires de Bonn ne craignent pas de donner l'exemple. Seeborn, ministre des Transports, mettant sur le même plan les juifs et leurs bourreaux, déclare qu'il ne consentira « à la réparation des anciennes injustices faites aux juifs » que si, préalablement, on répare « les injustices » (sic) faites aux criminels de guerre... »

« L'espace vital »

Cette suprématie, Adenauer la soulignait dans une déclaration en août 1953 :

« Grâce au traité de Paris, l'Allemagne a cessé d'être une puissance de second ordre. Dans la Communauté Européenne, c'est elle qui aura le rôle dirigeant... »

D'ores et déjà, le chant hitlérien : « Deutschland über alles », l'Allemagne au-dessus de tout, est devenu l'hymne de l'Etat de Bonn.

Le chancelier lui-même reprend le thème de « l'espace vital ». Le 7 septembre 1953, il proclamait :

« Quand nous aurons créé une Europe unie, vous aurez ce dont, vous, jeunes gens, avez besoin : de l'espace pour un développement économique et culturel... »

On sait ce que cela veut dire.

Et le président des Etats-Unis, le général Eisenhower, dont on sait les pressions qu'il exerce pour la ratification de la C.E.D., affirmait, en septembre 1952 :

« Il est de notre intérêt, et c'est notre tâche, que l'armée allemande puisse s'engager dans n'importe quelle direction que nous, Américains, estimons nécessaire... »

« Nous ne laisserons pas bafouer nos morts »

Pendant la Conférence de Bruxelles, et depuis, de nombreuses personnalités, des victimes du nazisme, des patriotes de toutes tendances ont adressé à M. Mendès-France et aux parlementaires des lettres individuelles s'élevant contre toute ratification de la C.E.D., avec ou sans protocoles.

M. Léo LABUSQUIERE, artiste-peintre, nous a fait parvenir la lettre qu'il adresse au Président du Conseil. En voici quelques extraits :

« Si je viens joindre ma voix à celles des millions d'hommes et de femmes décidés à tout fai-

re pour que la C.E.D. ne soit pas, c'est qu'en plus des dangers qu'elle représenterait pour la France, se présentent à ma vue les lourds nuages qui obscurcissent le ciel du monde. Vous n'êtes pas sans ignorer que ces nuages proviennent des jours crématatoires, où pendant une cruelle période, ceux que vous voulez réarmer, brûlèrent hommes, femmes, enfants, morts ou vivs... parce qu'ils avaient commis, aux yeux de leurs bourreaux, la regrettable erreur de notre juifs... »

« En ces jours où nous com-

LE PEUPLE ALLEMAND COMBAT, LUI, AU'SSI

mémorons la Libération, notre souvenir va vers tous ces morts... Le peuple de France dans une union scellée à nouveau face au danger, non seulement vous prie de désapprobation, mais aussi tient à vous faire savoir qu'il est des morts qu'il ne permet pas que l'on bafoue ! »

TARIF DES ABONNEMENTS DROIT ET LIBERTÉ

18, rue de Châteaudun, Paris 9^e T4. : TRU 06-87

FRANCE et UNION FRANÇAISE

Un an : 200 francs.

PAYS ETRANGERS

Un an : 400 francs

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 1.000 francs

TARIF SPECIAL POUR LA BELGIQUE

Compte ch. post. : 6070-98 Paris

Pour les changements d'adresse envoyer 20 francs et la dernière bande.

Le gérant : Ch. OVEZAREK.

S.I.P.N., 14, rue de Paradis, PARIS (20^e)

La Communauté juive de Nancy s'adresse au Président du Conseil

L'Association Culturelle Israélite de Nancy nous communique un télégramme qu'elle a adressé à M. Mendès-France à la veille de la Conférence de Bruxelles. Le voici :

« A la veille Conférence Bruxelles, Fédération Communautés Israélites Nancy présente ses respects à M. Président Conseil, lui exprime l'attachement qu'elle garde aux Martyrs déportation, ses craintes du réarmement Allemagne, ses espoirs pour une France libre... »

On nous signale d'autre part qu'un Comité contre le réarmement de l'Allemagne a été constitué par les différentes organisations juives de Nancy.

Ce Comité a rendu visite à des parlementaires du département, qui se sont prononcés contre le réarmement alle-



Le peuple allemand, lui aussi s'oppose au réarmement et à la politique belliciste d'Adenauer et des généraux nazis. Ci-dessus : Une récente manifestation de rue à Hambourg

M. G. TIMMORY :

« Pas de S.S. déguisés en Européens »

M. Gabriel TIMMORY, écrivain, Officier de la Légion d'Honneur, nous écrit :

« Je ne puis admettre que l'on nous ramène les S.S. déguisés en Européens... »

« Je me déclare donc, une fois de plus contre la C.E.D. qui livrerait la France à ses pires ennemis... »

Un danger mortel pour la France

« L'intégration » entraînerait pour la France la perte de son indépendance nationale dans tous les domaines : militaire, économique, financier, politique, diplomatique. Les députés ne pourraient même plus fixer le budget du pays ni la durée du service militaire.

Et l'expansion territoriale de l'Etat de Bonn ne tarderait pas, comme sous Hitler, à menacer directement la France ainsi ligotée et haïllonnée. Lisez les déclarations suivantes, et jugez :

« Aussitôt que l'Allemagne Occidentale posséderait 20 divi-